

# Plus jamais ça

Le 24 mai dernier, le Conseil général de l'Hérault invitait les lauréats du Concours national de la résistance et de la déportation 2012-2013, à visiter le site mémorial du camp des Milles à Aix-en-Provence.



**I**l y a eu le génocide arménien, la Shoah, le Rwanda... Nous devons rester vigilants ! » Depuis 10 h, William d'Heilly, secrétaire général du camp des Milles, interpelle les jeunes Héraultais à travers l'ancienne tuilerie qui, de 1939 à 1942, servit de camp d'internement et de déportation. En 1942, 2 000 hommes, femmes et enfants y ont été déportés vers les camps d'extermination nazis.

au lycée René-Gosse de Clermont-l'Hérault, également « *choquée de découvrir qu'Hitler voulait garder les squelettes de Juifs comme preuve historique* ». Elisa, sa camarade, restera marquée par « *les conditions de vie des internés : obscurité, 20 cm de poussière au sol...* » En fin de journée, les lauréats accompagnés de Pierre Maurel (photo ci-dessus), ont déposé des fleurs devant le wagon du souvenir.

« *Ça m'a touchée d'apprendre que Max Ernst était détenu ici*, confie Marie, élève

 d'infos sur [www.campdesmilles.org](http://www.campdesmilles.org)

**Pierre Maurel, conseiller général du canton de Montpellier II, v.-p. délégué à l'éducation pour tous**

« Oui, il y avait des gens qui savaient »

« Le volet réflexif de ce musée est très pédagogique. Il montre comment on passe de l'antisémitisme de base à la solution finale. Ça commence par « *Les Juifs, faut plus qu'ils aient d'emploi* »... et on connaît la suite. J'ai également été frappé par l'histoire de cette femme internée au camp qui abandonne son enfant et le cache, juste avant d'être déportée. Pour faire ça, il faut qu'elle ait été persuadée d'aller à la mort. Donc, quand on dit que les gens ne savaient pas où ils allaient, c'est faux. Oui, il y a des gens qui savaient, comme cette mère. Enfin, j'ai apprécié que ce musée dise que c'est la France qui a organisé ces déportations. On parle toujours des camps en Allemagne... Mais là, c'est la France qui était responsable. »